

2 Politique

Au terme des élections couplées/Trois questions au... président du FER

Bonaventure Nzigou Manfoumbi : "L'organisation est sujette à caution"

Propos recueillis par C. O.

Libreville/Gabon

l'union. Monsieur le président, votre parti politique, le Front de l'égalité républicaine (FER), qui se réclame de l'opposition, a participé aux dernières élections couplées (législatives et locales). Quelle est votre appréciation de l'organisation de ces scrutins ?

Bonaventure Nzigou Manfoumbi : J'éprouve d'abord un sentiment mitigé. Nous avons assisté à une organisation quelconque. De manière générale, on peut dire que l'élection s'est bien déroulée parce qu'il n'y a pas eu d'incidents majeurs à signaler dans tout le pays. Mais l'organisation est sujette à caution. Elle pose encore des problèmes. Sur le plan matériel, il y a eu beaucoup de couacs. Beaucoup de bureaux de vote avaient commencé tard, le dépouillement se passait dans l'obscurité, les représentants et un certain nombre de composantes étaient en retard, il y a eu l'inobservation des lois et règlements de notre pays, particulièrement, en ce qui concerne la neutralité du personnel de commandement. Nous l'avons vu prendre partie pour le candidat du Parti démocratique gabonais (PDG). Ce qui est un comportement blâmable au regard de la loi.

S'agissant des résultats, ils ne reflètent pas la réalité dès lors que c'était une élection inefficace. Les candidats du PDG ont bénéficié de beaucoup de moyens et se sont mis sur le terrain avant tous les autres. Pendant ce temps, ceux de l'opposi-



Photo : SM

Le président du Front d'égalité républicaine (FER), Bonaventure Nzigou Manfoumbi.

tion, c'est pratiquement à 3 ou 4 jours du premier tour du vote qu'ils ont reçu le franc électoral. Le gouvernement gagnerait dans les prochaines années à organiser une élection équitable avec des moyens équitables. Même si, au demeurant, nous pensons que chaque partie doit disposer de ses propres moyens. Mais quand il s'agit du franc électoral, on ne le donne pas à 3 jours du vote. Il s'agit là d'une stratégie qui n'est pas bonne pour la démocratie. J'ajoute que dans cette élection, il faudrait désormais plafonner les dépenses. Ailleurs ça se passe

comme ça et pourquoi pas au Gabon ? Parce que je ne vois pas comment quelqu'un qui rentre à peine dans le monde du travail peut avoir autant d'argent où dans chaque meeting il donne 2 millions, 3 millions, 1,5 million. Où est-ce qu'il a eu autant d'argent, jusqu'à se payer le luxe de corrompre les électeurs avec des sommes de 40 000 francs, 60 000 francs, 80 000 francs ?

En fait, au cours de ces élections nos adversaires, particulièrement ceux du PDG, ont utilisé leur capacité de tricherie pour corrompre les électeurs.

Malgré tous ces manquements que vous dénoncez, votre parti s'en sort quand même avec quelques élus locaux et un député, c'est-à-dire vous-même. Que pensez-vous

de la performance de votre formation politique ?

D'abord se féliciter de ces résultats. Nous sommes un jeune parti. Et dans l'arène politique nationale il y a des partis plus anciens que le nôtre, mais qui sont sortis bredouilles. A peine arrivés sur la scène politique, le FER a déjà des élus aussi bien au niveau local que national. Nous pensons que ce résultat va nous booster pour aller de l'avant et renforcer nos capacités sur le terrain.

Depuis plusieurs semaines, l'absence, sur le territoire national, du président de la République, Ali Bongo Ondimba, pour des raisons de santé, suscite un débat dans lequel interviennent, entre autres, les acteurs politiques et ceux de la société civile. Chacun y va de son commentaire. Jusqu'à présent votre parti semble avoir opté pour le silence. Pourquoi ?

Lorsque l'on a un minimum de sagesse, on ne fait pas de commentaire désastreux ou épidermique sur la santé d'un autre compatriote. Le président de la République est d'abord un compatriote, nous n'avons pas à jubiler sur son état de santé. Nous disons simplement que lorsqu'un compatriote est malade, il faut compatir avec lui. Au-delà des divergences d'opinions que nous pouvons avoir, il est hors de question de jubiler lorsqu'un autre compatriote est malade. Nous savons que le président de la République est malade, laissons le se rétablir. Si nous avons des questions à lui poser en ce qui concerne la marche du pays, attendons qu'il se rétablisse. On ne peut pas faire des commentaires, pendant que l'autre est dans une situation sanitaire que nous ne connaissons pas...

Le président de parti que je suis et tous nos militants, pensons que ce débat que certains politiques animent sur la place publique n'a pas de raison d'être. C'est mon point de vue. C'est humiliant de faire ce genre de commentaires dans les réseaux sociaux. Nous condamnons ce genre de comportement et nous appelons leurs auteurs à la raison. Les institutions de la République fonctionnent. Pour l'instant, il n'y a pas de commentaire particulier à faire.

Trois questions au député élu du canton Ellelem (Oyem)

Edgard Owono Ndong : "Cette élection va dans le sens d'une lutte que j'ai commencée depuis longtemps"

Propos recueillis par PME

Oyem/Gabon

l'union. Candidat du Rassemblement Héritage et Modernité (RHM), vous venez d'être élu avec 54,33% des suffrages, devant le candidat du Parti démocratique gabonais (PDG), Mengue Meye, qui n'a obtenu que 45,67%, au second tour des élections législatives dans le deuxième siège du département du Woleu, notamment dans le canton Ellelem. Quel sentiment vous anime au sortir de ce scrutin ?

Edgard Owono Ndong : Je tiens déjà à remercier les populations du canton Ellelem. Pour moi, cette élection va dans le sens d'une lutte que j'ai commencée depuis longtemps. Cette lutte ne pouvait pas se terminer positivement pour nous, si l'on n'est pas présent dans les organes de gestion du pays, notamment les institutions. Je voudrais amener les populations du canton Ellelem à comprendre qu'on a commencé une lutte pour l'alternance dans notre pays et chacun fait sa part de boulot. Et, c'est certainement un processus qui aura une fin, soit maintenant, soit plus tard. Mais, pourvu qu'on ne recommence pas éternellement la roue. C'est le sens de mon combat.

Lors du premier tour de ce scrutin, votre adversaire avait pris une avance considérable sur vous au niveau des suffrages. Comment avez-vous fait pour renverser cette tendance au second tour ?



Photo : Mombou/ L'Union

Edgard Owono Ndong.

C'est certainement une logique personnelle de management. Il est vrai qu'au premier tour j'étais en ballottage défavorable avec moins de 150 voix. J'étais aussi conscient que les deux candidats qui me suivaient, notamment l'indépendant et

celui du parti Les Démocrates, accumulaient plus de 500 voix. J'avais compris qu'il y avait des rapprochements à faire au second tour. Alors, j'ai plus ou moins renforcé mes équipes et j'ai changé le mode de campagne. On est quitté du mode de causerie qui, pour nous, n'a pas porté ses fruits. On a déconcentré la campagne en mettant des équipes dans chaque regroupement des villages. On a attaqué la campagne bureau de vote par bureau de vote avec des équipes qui ne bougeaient pas. Seul le candidat allait d'un coin à un autre et, parfois, avec ceux qui avaient des influences dans des endroits précis. On a fait de la proximité maison par maison et zone par zone. C'est cette stratégie qui a porté ses fruits.

Vous êtes donc le nouveau représentant du canton dit "Lumière" à la prochaine législature. Les populations vous attendent maintenant au tournant.

Qu'est-ce que vous leur promettez ?

Je ne peux rien promettre aux populations. Parce qu'un député est là pour voter les lois et les populations attendent du concret. Et le concret, c'est de la réali-

sation des projets ; et pour réaliser, il faut avoir de l'investissement, qui lui dépend du budget d'investissement. On met à la disposition du gouvernement, qui est censé garantir le bien-être des populations, un certain nombre de moyens et nous on fait le contrôle. Un député qui promet des réalisations, c'est utopique. Il n'est pas garant de l'investissement. Par contre, ce que l'on peut dire à ces populations, est qu'on se battra toujours comme j'ai commencé à le faire lors de mon premier mandat, pour qu'il ait un minimum de bien-être. Il faut que les populations comprennent aussi qu'on est dans un processus. On ne peut pas continuer avec la politique des dons. On ne peut pas, non plus, continuer à les soulager éternellement. Il faut plutôt les amener à voler de leurs propres ailes, et non à les cantonner dans une situation dépendance. Le développement, c'est quelque chose de durable. Je pense qu'il faut qu'on change notre manière d'appréhender la politique. Nous, les hommes politiques, on a une obligation d'éduquer les gens. Beaucoup ne comprennent pas le concept, ils ne savent pas comment l'Etat est organisé et fonctionne. Et après, le niveau de revendications est tellement bas et qu'en principe, ces gens se contentent d'un minimum. Nous avons un pays riche avec des gens qui aspirent à beaucoup de choses. On a un Produit intérieur brut (PIB) assez élevé. Il faut qu'on ait une mentalité qui corresponde à ce PIB. Je pense qu'il faut qu'on éduque et qu'on élève le niveau d'entendement de nos populations, pour que leur niveau de revendications soit aussi élevé.